

Pour le peuple Khmer

Socialisme ou barbarie ! La proclamation de Rosa Luxembourg annonçait un combat et un espoir. Mais le mouvement ouvrier a suivi une autre voie, et le combat, parfois gagné, n'a pas débouché sur le socialisme, mais sur la barbarie. Nous savions tout, ou presque, du « socialisme réellement existant » si magistralement analysé par R. Bahro toujours emprisonné en R.D.A. Nous savions les millions de déportés du stalinisme et les millions qui sont encore aujourd'hui dans le goulag, et pourtant...

Pourtant la limite de l'horreur n'était finalement pas franchie, elle l'est aujourd'hui : au Cambodge les enfants de moins de cinq ans sont morts dans leur grande majorité, les naissances sont presque inexistantes, la plupart des femmes étant stériles, et la génération des 5 à 9 ans est menacée à très court terme.

Les poings se serrent d'impuissance. Que pouvons-nous faire qui soit encore efficace ?

La première question est celle de l'aide d'urgence : 168 tonnes de vivre et médicaments ont été acheminées depuis deux mois, il en faudrait, semble-t-il, 100 tonnes par jour, et encore, pour ne sauver que la partie de la population qu'il est possible d'atteindre. Cette aide devrait maintenant s'accroître considérablement puisque les autorités de Pnom Penh ont finalement levé leur barrage criminel à l'aide humanitaire. Mais il faut maintenir fortement l'exigence d'aide politiquement indifférenciée et soutenir toutes les initiatives qui militent aujourd'hui pour sauver ce qui reste du peuple Khmer.

Dans ce but, le Bureau Politique du P.S.U. a engagé diverses démarches et devrait rencontrer des représentants du « Bateau pour le Vietnam » qui se proposent de mettre leur initiative au service de cette aide humanitaire.

Mais en définitive le problème est politique, y compris au plan de l'aide, puisque celle-ci ne pourra parvenir à ceux qui en ont le plus besoin qu'avec l'arrêt des combats. Or ceux-ci, loin de cesser, menacent au contraire de s'amplifier dans les mois qui viennent. Il faut donc qu'une pression internationale s'exerce qui désavoue et isole moralement et politiquement les responsables de ce génocide afin d'imposer une solution politique qui permette la survie du peuple Khmer.

Les responsables, nous les connaissons. D'abord Pol Pot et sa bande, mais aussi la Chine de Mao qui a soutenu un régime dont elle connaissait la sinistre réalité. Certes, les impérialistes français et américains ont bien préparé le terrain, ce qui justifierait, s'il en était besoin, qu'ils remboursent aujourd'hui une partie de leurs immenses dettes. Mais les crimes des uns ne doivent plus servir dans le mouvement ouvrier à excuser ceux des autres.

Il faut exiger de la Chine qu'elle cesse son soutien aux débris d'un régime totalement discrédité, mais qui entretient grâce à elle une série de combats d'arrière-garde. Il n'est peut-être pas insensé de penser que l'équipe actuellement au pouvoir qui cherche une ouverture internationale puisse être sensible à de telles pressions.

L'autre responsabilité, aujourd'hui déterminante pour l'avenir du Cambodge, est celle des Vietnamiens et de leurs soutiens à travers le monde. L'occupation du Cambodge doit immédiatement cesser sous peine de voir se prolonger la guerre. Il y va bien évidemment de la survie du peuple Khmer, mais aussi sans doute, de la fin des terribles privations que supporte le peuple Vietnamien. Celui-ci n'a rien à gagner d'ambitions territoriales démesurées qui ne peuvent qu'entraîner un état de guerre chroni-

que, ouverte ou larvée, et dont la charge sera toujours plus lourde.

De fait la solution de la crise cambodgienne exigerait que, de part et d'autre, soit amorcé un processus de désengagement. C'est cette action qui, en ramenant la paix, rendrait toutes leurs chances et libertés d'expression aux forces du neutralisme khmer, seul susceptible de fonder aujourd'hui un pouvoir authentiquement national. C'est cette solution politique qui permettrait l'établissement de zones militaires neutres qui pourraient s'avérer nécessaires tandis que serait mise en œuvre sur l'ensemble du territoire l'aide matérielle massive qui est aujourd'hui indispensable. Des garanties internationales pourraient contribuer à la stabilisation de cette opération survie.

Le gouvernement français pourrait agir dans une telle perspective qui, c'est vrai, n'a rien de révolutionnaire. Mais la politique de « grande » puissance dont s'inspirent ses actions comporte d'autres exigences, notamment en ce qui concerne les relations avec la Chine et le Vietnam. C'est elles qui ont conduit le Président de la République à refuser à Sihanouk le droit de séjour et d'expression sur le sol français. Cette décision est grave parce que privant le chef des neutralistes khmers de l'autonomie politique qui lui est absolument indispensable pour s'affirmer indépendamment des deux camps qui s'affrontent.

Mais nous n'avons pas attendu cette confirmation pour savoir à quoi s'attache l'action internationale du gouvernement français. Sa politique africaine est venue jeter un jour particulièrement cru sur les tenants et aboutissants d'un impérialisme sans rivages. Raison de plus pour faire connaître nos propositions et agir avec ceux qui les partagent.

Serge DEPAQUIT. ■

Une marche des femmes le 6 octobre

14h

Denfert-Rochereau

Pour les copines qui veulent défiler sous la banderole « Femmes P.S.U. », rendez-vous devant la gare RER - Métro Denfert-Rochereau. Banderole violette.

Les luttes des classes

"Les sensibilités"

La majorité de Saint-Etienne, c'est-à-dire celle qui règne sur le P.S.U. depuis le congrès d'Amiens (décembre 1974), s'est divisée à propos de la tactique suivie pour la constitution d'une liste aux élections européennes. Cette querelle peut paraître superficielle, si l'on songe à la longue cohabitation des deux sensibilités qui se séparent aujourd'hui; cependant leur différent pose la question fondamentale des luttes des classes dans la société actuelle. Pour éviter d'alourdir ce court texte par des périphrases, nous appellerons sensibilité A1 ceux qui approuvent la tentative de rassemblement des minorités et sensibilité A2 ceux qui la désapprouvent, accusent les premiers d'être sortis de la lutte des classes.

Dans la phrase de Marx : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes », il faut remarquer que le mot « lutte » est au pluriel. A partir de cette loi importante, la suite du Manifeste est une description de la montée de la bourgeoisie et Marx en déduit qu'en raison de sa logique même le système capitaliste aboutira dans le futur à un duel de ses deux classes antagoniques : la bourgeoisie et le prolétariat, autrement

dit les luttes des classes vont se simplifier pour se cristalliser en une lutte de deux classes.

L'ensemble des forces politiques de gauche reste fidèle à cette théorie, je dirai plutôt à ce dogme. Aussi, lorsque la sensibilité A2 déclare que la sensibilité A1 sort de la lutte des classes, elle emploie une expression mal formulée (on ne peut pas sortir des luttes des classes), mais elle veut dire par là que la sensibilité A1 ne se situe plus dans le champ normal de la lutte des classes. Le « normal » étant ce à quoi chacun fait implicitement référence, c'est-à-dire la lutte bourgeoisie-prolétariat. L'accusation est très grave; en effet, si le combat politique se réduit au duel de deux protagonistes, on est forcément dans l'un ou l'autre camp. N'étant plus dans le camp de la sensibilité A2, qui en restant fidèle aux forces traditionnelles du mouvement ouvrier se prétend prolétarienne, la sensibilité A1 se situerait donc dans celui de la bourgeoisie. Cette conclusion jamais écrite, mais contenue dans la notion de « sortie de la lutte des classes », soulève les protestations de la sensibilité A1 qui, à juste titre, ne se sent nullement une alliée objective du capitalisme.

Pour ceux qui, comme nous, ont depuis le congrès d'Amiens refusé la simplification des luttes des classes, l'ex-

plication est la suivante : la majorité du P.S.U., sensibilités A1 et A2 confondues, défend les mêmes intérêts, comme le prouve d'ailleurs leur longue entente; cependant ces intérêts ne sont ni ceux des bourgeois, ni ceux des prolétaires, mais ceux d'une nouvelle classe. Aujourd'hui, le divorce se produit, car les uns, ayant compris que le prolétariat acculé par le chômage ne pouvait plus être entraîné dans la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, cherchent des appuis strictement au sein de leur propre classe (sensibilité A1) tandis que les autres, croyant pouvoir encore trouver un écho en dehors de leur classe, ne veulent pas se couper totalement de l'expression politique traditionnelle, dite prolétarienne (sensibilité A2).

Cette dispute à l'intérieur de la majorité nous pose la question cruciale de déchirer le dogme marxiste-léniniste d'une lutte finale bourgeoisie-prolétariat.

● « Ne pas le déchirer » conduit d'abord à un rapprochement des sensibilités A1 et A2 autour d'une ligne sans avenir. En effet, si le dogme est vrai, il faut en assumer toute la logique, ce qu'ont fait avec beaucoup de force et de continuité Marx, Engels, Lénine et même Staline; donc il faut revenir à une conception léniniste de l'organisation politique avec les consé-

quences historiques que l'on connaît : le système socialiste étatique (U.R.S.S., Yougoslavie, Chine...). Nul n'est besoin du P.S.U. pour développer une telle perspective.

● « Le déchirer » laisse le parti sans référence théorique traditionnelle. Il faut alors retrouver la notion des luttes des classes et amorcer une réflexion profonde sur l'analyse des formations sociales actuelles, qui peut conduire à une conclusion semblable à celle du courant C : à savoir que le P.S.U. n'étant pas l'expression politique des exploités ou des opprimés, il est temps d'en changer la nature.

Quelle que soit la difficulté de la deuxième démarche, nous l'avons choisie, car, si elle pose en premier lieu plus de problèmes qu'elle n'en résoud, elle est la seule qui peut réellement unifier et relancer le parti. Etant donné que la sensibilité A1 a dans les faits déchiré le dogme en cherchant à rassembler des minorités, que d'autres sensibilités se réfugient dans un basisme sans théorie et que la nôtre rejette le dogme, il serait évidemment mortel pour le P.S.U. de tenter de le maintenir malgré tout. Il serait tout aussi mortel de passer ce problème sous silence.

André FONTAINE (94)
(22 septembre 1979) ■

NUCLÉAIRE

Ça se fissure !

LES SYNDICATS C.G.T. ET C.F.D.T. S'OPPOSENT AU CHARGEMENT EN COMBUSTIBLES DU REACTEUR NUCLEAIRE DE TRICASTIN I

L'engagement du Gouvernement français dans le choix du « tout nucléaire » ne va pas sans « bavure »... bavures graves.

Le rapport d'Ornano en 1974, dans l'euphorie, projetait de construire chaque année 7 tranches de 1000 MWé (1 mégawatt = 1 million de watts) conduisant à l'installation de 50 000 MWé vers 1985, assurant ainsi 70 % de la consommation d'électricité.

Force est de constater que ce programme est largement remis en cause pour diverses raisons.

Première leçon de l'Histoire : une énergie meurtrière mal maîtrisée, non seulement à long terme mais aussi à court terme (matériel utilisé dans la construction des centrales) revient cher (coût financier), risque de devenir très chère (coût humain).

Que se passe-t-il à Tricastin ? (Conférence de Presse du 28 septembre à Saint-Paul-Trois-Châteaux.)

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des travailleurs du nucléaire ont révélé que les contrôles effectués par les services E.D.F. ont fait apparaître des fissures sur les cuves. Les fissures qui affectent les pièces maîtresses des réacteurs (PWR, Filère Westinghouse) présentent un grave danger pour les travailleurs de la centrale et pour les populations locales.

Les cuves sont entourées de 20 cm d'acier noir et de 8 mm d'inox. Les fissures se trouvent dans l'acier noir et atteignent 7 mm de profondeur. Or, le C.E.A. (Commissariat à l'Energie Atomique) caractérise de graves, les fissures au niveau des microns.

Les syndicats ont révélé que les groupes électrogènes de secours (moteurs diesel) ne sont pas aussi fiables.

Citons un document interne E.D.F. : « Les essais des premiers moteurs ont révélé des rayures de chemise après un très petit nombre d'heures de fonctionnement au banc... » Conclusion : en cas d'incident de refroidissement des réacteurs, il pourrait y avoir un accident grave. En se référant aux études du C.E.A., il s'agirait « tout simplement » de la fiction du « Syndrome chinois » devenu réalité. Sans commentaire.

C.G.T. et C.F.D.T. ont donc refusé d'assurer la charge en combustible du réacteur nucléaire Tricastin I. Leur position de principe étant « qu'un réacteur ne peut pas tourner alors que les composants de sécurité ne sont pas valables ».

La plus grande partie de la presse à la solde du pouvoir fait silence sur l'affaire. Il faut savoir que :

Les constructions de la centrale de Tricastin comme ailleurs n'ont pas le C.E.A. comme maître d'œuvre mais sont prises en charge par des sociétés privées, en l'occurrence Framatome.

Depuis 3 mois, Framatome connaissait l'existence des fissures; les dirigeants E.D.F. ont préféré cacher cette réalité au nom de la rentabilité immédiate de la centrale, qui doit fonctionner le plus vite possible. Le matériel n'est pas fiable, c'est un risque à prendre que de l'utiliser ou c'est une perte financière considérable de ne pas l'utiliser : on croit rêver quand on sait de quels risques il s'agit !

Pour terminer la construction de la centrale le plus vite possible, aucune mesure de sécurité n'a été respectée alors que toute fissure du matériau sous irradiation peut entraîner un accident grave et rapide.

Les cuves livrées par Framatome prévues pour fonc-

tionner pendant 20 ou 25 ans ne le pourront que pendant 4 ou 5 ans (et encore, s'agit-il de cuves non fissurées).

Comble d'irresponsabilité, on ne connaît pas la méthode de réparation de ces cuves. Si les réparations ne peuvent pas avoir lieu, c'est l'arrêt définitif de la centrale.

Voilà pourquoi E.D.F. continue à cultiver son goût du risque.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont réussi à obtenir de la direction de ne pas opérer de changement avant mercredi, mais il faut aussi savoir que le premier chargement est pratiqué par le personnel de Framatome (sélectionné) (sans commentaire !) et non E.D.F.

Les syndicats en lutte n'ont cessé de répéter que si la population ne prenait pas le problème en charge avec eux ainsi que les élus municipaux des communes concernées, il ne leur serait pas possible de maintenir le rapport de forces dans la centrale.

Il est important de se rendre compte qu'au-delà des oppositions qui peuvent exister sur le projet nucléaire, et l'utilisation de cette énergie entre les différentes organisations engagées dans la lutte à Tricastin et réunis dans un Comité de Liaison, nous pouvons mener aujourd'hui une lutte unitaire contre le chargement des cuves, et développer toute l'argumentation sur les risques courus par les populations.

Le Comité de Liaison (P.C., P.S., P.S.U., Amis de la Terre, C.G.T., C.F.D.T.) se réunira le mardi 2 octobre pour décider des modalités d'élargissement de l'action.

D'autres informations suivront sur le prochain T.S.

J. ROUSSEAU ■

LES 47 FISSURES DE LA CENTRALE DE GRAVELINES

« Oseront-ils démarrer la centrale nucléaire de Gravelines avec 47 fissures ? » C'est le titre d'une affiche apparue sur les murs de la métropole lilloise et à Dunkerque, signée par les organisations membres du Collectif Régional antinucléaire : C.F.D.T., C.S.F., C.S.C.V., G.S.I.E.N., M.R.G., P.S., P.S.U., R.A.T., U.F.C.

C'est aussi la question que tout le monde se pose dans le Nord. A Gravelines, situé sur le littoral de la Mer du Nord entre Dunkerque et Calais, il y a deux mois, sont arrivés 70 tonnes d'uranium divisés en assemblages qui contiennent les barreaux de combustible. Primitivement, le chargement du réacteur de la centrale devait avoir lieu à la fin de l'été, en fin de compte, la mise en route et le couplage au réseau E.D.F. ont été retardés jusqu'à la fin de l'année.

Mais aujourd'hui le problème des fissures détectées dans la centrale, qui pose la question de sa fiabilité à long terme, a mis tout le monde d'accord pour en refuser la mise en route. Depuis le 27 septembre, le syndicat C.G.T. de Gravelines, appuyé par l'Union locale de Dunkerque s'est opposé au chargement de la centrale. Si l'U.L. C.G.T. rappelle qu'elle n'a pas d'opposition systématique à l'utilisation de l'énergie nucléaire, elle n'en exige pas moins que son utilisation se fasse dans les meilleures conditions. C'est pour ces raisons de sécurité que la C.G.T. a appelé à une manifestation devant la centrale de Gravelines, vendredi 28 septembre à 16 heures.

Or, les faits révélés par la délégation C.F.D.T.-Energie, comprenant des travailleurs de la centrale lors d'une dernière conférence de presse sont particulièrement graves : 47 fissures ont été relevées sur les tuyauteries, laissant présager qu'il y en a d'autres, notamment à l'intérieur des cuves du réacteur, au droit des courbes, et l'E.D.F. ne disposera pas avant six ou sept mois du matériel adapté au contrôle et des équipements nécessaires pour procéder aux éventuelles réparations.

Il faut donc tout de suite surseoir au chargement et engager un processus de vérification.

Un organisme dépendant du C.E.A., l'Institut de protection et de sécurité nucléaire a d'ailleurs notifié son veto au ministre de l'Industrie en ce qui concerne le démarrage de la centrale. Mais il ne s'agit que d'un avis consultatif, le ministre pouvant passer outre...

« POUR UN MORATOIRE »

Diverses informations confirment que le ministre de l'Industrie s'apprêterait à autoriser le chargement en combustible des trois réacteurs nucléaires du Tricastin, de Graveline et de Dompierre. Or, la mise en route de ces centrales ne permettrait plus de réparer les très nombreuses fissures que comportent les cuves de ces réacteurs.

Sur le terrain, les travailleurs C.G.T. de Gravelines, auxquels se sont associés les syndiqués C.F.D.T., s'opposent au chargement de la centrale qui doit avoir lieu dans les jours qui viennent.

Dans la région Nord, le collectif des neuf signataires suit l'action de façon inégale. La C.F.D.T., qui semblait traîner les pieds, a finalement appelé à la manifestation à Gravelines. La commission C.F.D.T.-Energie et les syndicats gaz-électricité semblent plus actifs dans l'action.

Le P.S. et le M.R.G. ont envoyé une délégation à la manifestation, tandis que Pierre Mauroy et Albert Denvers (Président du Conseil Général du Nord) ont envoyé un télégramme au ministre de l'Industrie pour demander des explications.

En lien avec les Amis de la terre, le P.S.U. demande la création d'une commission d'enquête au sein de la centrale avec comme mission un contrôle des installations. Le collectif antinucléaire devrait être partie prenante de cette commission d'enquête.

Mais si l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion est actuellement alertée par les problèmes de sécurité et de fiabilité des installations, la fédération du P.S.U. Nord-Pas-de-Calais n'en rappelle pas moins son opposition aux choix actuels du tout-nucléaire comme incompatible avec les aspirations du socialisme autogestionnaire.

Essentiellement au sein du Collectif Régional antinucléaire, qui commence à être repris dans certaines localités, les militants du P.S.U. travaillent à faire avancer la réflexion sur le refus du nucléaire, le choix du type de société que nous voulons et qui est opposé à un mode d'organisation centralisé, militarisé, et aussi sur les conditions d'un équilibre énergétique de notre région. Notre travail va aussi dans le sens d'une action régionale contre le nucléaire, d'abord par le lancement le plus large possible de la pétition nationale, appuyé en cela par les Amis de la terre. Il semble actuellement que la C.F.D.T. soit prête à suivre une action dans ce sens, tandis que le P.S. garde une attitude plus timorée.

Profitant de la réalité du collectif et de l'ouverture des mass-médias, de l'action syndicale unitaire, il faut que l'ouverture de la centrale de Gravelines n'ait pas lieu...

Affaire à suivre...

Représentants P.S.U. au Collectif régional antinucléaire - Région Nord ■

SUIVEZ LE CONSEIL GENERAL

Le Conseil général de Seine-et-Marne suit l'affaire du projet d'implantation de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine de très près. Plus exactement la commission spéciale chargée de suivre les problèmes dus à l'implantation des centrales nucléaires. Dans une lettre adressée au

ministre de l'Environnement et aux préfets de Seine-et-Marne et de la région Ile-de-France, l'Assemblée départementale, au vu des éléments fournis officiellement, réclame « la réouverture de l'enquête publique, élargie à l'ensemble du territoire de la région Ile-de-France ». Et si les autres Conseils généraux de la région parisienne en faisait autant ? ■

"Où va la Namibie?"

Face aux menaces de règlements internes "à quand les sanctions"

La Namibie, encore appelée officiellement le Sud-Ouest Africain : un pays surexploité, surcolonisé, bantoustanisé par l'Afrique du Sud, tête de pont des puissances occidentales. Un pays ignoré ; un scandale méconnu qui ne passe guère les cloisons onusiennes ou les antichambres diplomatiques. Et pourtant !

Colonie allemande, le Sud-Ouest Africain fut envahi par les troupes sud-africaines en 1915, sur ordre de sa Majesté britannique. Sous couvert du mandat octroyé quatre ans plus tard par la Société des Nations (S.D.N.), l'Afrique du Sud perfectionna le système colonial installé par les Allemands tout en refusant très vite de soumettre son administration au contrôle international. Depuis 1966, elle administre illégalement la Namibie que l'O.N.U. a replacée sous sa responsabilité directe.

L'apartheid y sévit sous une forme plus brutale encore qu'en Afrique du Sud : la surexploitation de la force de travail africaine (750 000 Noirs) par la minorité des

99 000 Blancs y est assurée par un système de travail migratoire proche de l'esclavage. Les Africains, parqués dans les bantoustans du Nord qui ne couvrent que 39,6 % du territoire, sont contraints pour survivre d'aller chercher du travail dans la « Zone de police », soit le restant du territoire que les Blancs se sont attribués et où se trouvent, évidemment, les mines de diamant, de plomb, de zinc, de cuivre, d'uranium, etc., qui constituent la colonne vertébrale d'une économie toute entière bâtie sur l'exportation, soit le pillage colonial.

La loi sur le vagabondage fait de tout Africain sans emploi un délinquant passible d'amendes ou de prison, avec travail disciplinaire ; tout Africain âgé de 16 ans et plus doit se faire inscrire dans un bureau de placement où lui sera « offert » un contrat de travail de 12 mois renouvelable, mais que le bureau peut rompre à tout moment sans explication. Ce système permet d'éliminer la concurrence entre employeurs (la main d'œuvre est trop

peu nombreuse) et de maintenir un niveau de salaire extrêmement bas ne représentant que le part du minimum vital établi en Afrique du Sud.

La France participe au pillage des fabuleuses richesses namibiennes aux côtés des Etats-Unis, de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne, tous pays dont les intérêts sont étroitement imbriqués avec ceux de l'Afrique du Sud. Total S.A., filiale de la C.F.P. bien française, détient 10 % des parts dans la société d'exploitation de l'uranium de Rossing (évalué à 100 000 t). Qui plus est : l'uranium ainsi illégalement exploité transite régulièrement par Roissy-en-France, alors que le gouvernement français a voté en 1975 la résolution de l'O.N.U. qui fait obligation aux Etats membres de saisir les marchandises en provenance de Namibie, dont la mise en valeur est prohibée, tant que le peuple namibien n'aura pas recouvré sa souveraineté.

Après avoir emprunté une voie légaliste, la lutte de libération conduite par la

SWAPO (South West Africa People's Organisation) est entrée en 1966 dans une phase armée contrôlée par l'aile extérieure du mouvement basée en Zambie et en Angola, tandis que l'aile intérieure a pu conserver une existence légale malgré la répression constante de ses activités. Incapable de venir à bout d'une guérilla à laquelle l'indépendance des anciennes colonies portugaises allait fournir un second souffle, l'administration sud-africaine s'est résolue, sous la pression des Etats-Unis, bientôt rejoints par la France, le Canada, la Grande-Bretagne et l'Allemagne Fédérale, à sauver sa mise en Namibie en y instaurant une solution néo-coloniale.

La tactique sud-africaine consiste à tenter de parvenir à une solution négociée, reconnue internationalement, sans installer au pouvoir les nationalistes de la SWAPO « marxiste ». Elle multiplie donc depuis trois ans les tergiversations pour tenter d'affaiblir pendant ce temps militairement et politiquement la SWAPO, seule organisation réellement représentative du

peuple namibien, de manière à parvenir à des élections sous contrôle international dont la SWAPO sortirait minoritaire.

La complicité des Occidentaux lui permit d'organiser en décembre 1978 ses propres élections unilatérales qui portèrent à l'Assemblée nouvelle une majorité de représentants favorables à ses vues, organisés principalement dans l'Alliance Démocratique de la Turnhalle (D.T.A.) financée par la C.D.U. ouest-allemande et le capitalisme sud-africain. Depuis lors, en prenant soin de ne pas rompre totalement avec les perspectives d'un règlement négocié supervisé par l'O.N.U., l'Afrique du Sud met de fait progressivement en place les conditions d'une déclaration unilatérale d'indépendance à la rhodésienne. Après avoir arrêté fin avril plus de 50 militants et responsables de la SWAPO intérieure, Prétoria a décidé de doter l'assemblée élue de pouvoirs législatifs, et de créer un organe exécutif formé de députés qui seront chargés d'assister l'adminis-

trateur général sud-africain, le juge Stein. Deux conditions restent encore à remplir pour qu'un règlement interne puisse être proclamé : réduire suffisamment la guérilla dont l'intensité ne fait que croître — de nouveaux raids en profondeur dans le territoire angolais sont à craindre — et rallier à une solution interne les partis qui boycottèrent les élections de décembre aux côtés de la SWAPO : le Front National Namibien, coalition multiraciale modérée, et la « SWAPO démocratique » formée de dissidents de la SWAPO. Déjà, le Front se déchire face aux propositions qui lui sont faites de rejoindre l'Assemblée...

Face à ces menaces tellement graves pour le peuple namibien, la solidarité doit s'organiser de manière à ce que les sociétés françaises cessent de participer au pillage des richesses namibiennes avant qu'il ne soit trop tard, et que l'Afrique du Sud soit forcée, sous la menace de sanctions, à revenir à la table de négociations pour appliquer le plan de l'O.N.U.

Antoine BOUILLON ■

COMMUNIQUE DE PRESSE

Mardi 2 octobre 1979

La décision que vient de prendre le gouvernement argentin concernant le problème des « disparus » revêt une particulière gravité. Elle signifie que tous ceux (il s'agit peut-être de milliers de personnes) qui sont encore en vie vont être purement et simplement liquidés. Le P.S.U. demande à ses militants et à ses sympathisants de soutenir toutes initiatives de solidarité avec le peuple argentin.

Le P.S.U. propose par ailleurs que

chaque personne qui a connaissance d'aide diplomatique, ou d'échanges économiques entre la France et l'Argentine, en informe la presse et les associations de Défense des Droits de l'homme, afin que le gouvernement français ne s'abrite pas derrière la clandestinité pour aider les militaires argentins, et qu'il soit possible de s'opposer par le boycott à cette aide.

Le P.S.U. appelle à participer à la manifestation devant l'ambassade d'Argentine (métro Boissière, rue Cimarosa) jeudi 4 octobre, de 12 à 14 heures.

ARMÉE

UN NOUVEAU PROCES « LARZAC »

Une fois de plus le pouvoir a décidé de frapper. Mais ce procès intenté officiellement au seul Olivier Vial, personne « extérieure » pour la part de responsabilité qu'elle exerce dans la coordination du soutien aux habitants du Larzac, prouve clairement que le gouvernement ne peut venir à bout du problème « local » sans tenir compte de sa dimension nationale. A 500 kilomètres du causse aveyronnais, dans une Haute-Savoie apparemment étrangère, c'est bien un procès « Larzac » qui doit avoir lieu. O. Vial est accusé d'avoir du 15 novembre au 2 décembre 1978 à Rodez incité au

renvoi des papiers militaires.

Cette action fait suite à sept années de lutte, qui, de la marche de protestation de Millau en 1971 à celle sur Paris (710 km) du 8 novembre au 2 décembre 1978, en passant par le renvoi de 3 000 livrets militaires et le refus d'acquiescer 3 % de l'impôt direct au titre des armées, ont suscité dans l'ensemble de la population une indéniable prise de conscience de l'arbitraire qui gère la société française.

Malgré le caractère national apparemment conservé aux systèmes militaires de défense, c'est la question mondiale de la course au surarmement qui est posée à travers l'expropriation d'une centaine de familles d'agriculteurs, et c'est l'hypo-

crise générale des discours sur le désarmement, qui surgit au cœur d'un tel procès.

Le 12 octobre prochain le P.S.U. s'associera totalement aux paysans du Larzac, qui donneront une dimension internationale à l'événement en invitant de nombreuses personnalités de différents pays européens à suivre la procédure judiciaire et à participer à une conférence de presse le soir même à Genève.

Bien que l'article L 134 du Code du Service National n'ait à ce jour jamais été appliqué, Olivier Vial pour le délit d'incitation à la désobéissance encourt une amende de 200 à 100 000 francs et (ou) un à cinq ans de prison. ■

ADIEU A BERTRAND REGUER

Bertrand REGUER a été tué dans un accident de la route. Bertrand, militant du P.S.U. pendant plusieurs années, particulièrement actif dans les luttes de la jeunesse, nous quitte.

Ses parents, Christiane et Paul, ancien membre de la D.P.N., conseiller municipal du Havre, ont vécu avec le P.S.U. les bons et les mauvais moments depuis bientôt 20 ans.

A Paul et à Christiane, à Daniel, à Fabienne, militants du P.S.U. également, à tous ses amis, nous tenons à dire toute notre émotion, toute la part que nous prenons à leur peine. ■

Dernière minute : C.G.T.

Mardi 2 octobre, conférence de presse au siège d'E.D.F. à Paris (suite à la réunion de la direction d'E.D.F.) les syndicalistes C.G.T. réaffirment leurs intentions de s'opposer au chargement du combustible nucléaire dans les centrales de Tricastin, de Gravelines. Ce chargement aurait dû commencer le mercredi 3 octobre. L'opération n'aurait pas lieu tant que les vérifications nécessaires et indispensables à la sécurité de la population et du personnel n'aient été effectuées.

QUEL FINANCEMENT ? POUR QUELS PARTIS ?

A PROPOS DU FINANCEMENT DES PARTIS

Le Collectif National des Groupes d'Action Municipale (GAM), réuni le 22 septembre 1979, a pris position sur le projet de loi visant au financement des 4 grands partis politiques, à l'exclusion de tous les autres partis et de toutes les autres organisations contribuant à l'animation de la vie politique du pays.

Il considère, comme l'avaient déjà affirmé les GAM au cours de leur XVI^e Rencontre Nationale, en juin dernier, à Chatenay-Malabry, qu'il faut donner aux petites organisations — qu'il s'agisse de partis, de syndicats ou d'associations — la possibilité de jouer un rôle autonome dans la vie politique et même simplement publique. Cela suppose des moyens financiers.

Nombreux sont les citoyens qui, aujourd'hui, souhaitent vivement le renouvellement de la vie politique en

France. Le projet de loi sur le financement des partis renforcera les jeux traditionnels des professionnels de la politique et diminuera d'autant les chances de découvrir des solutions neuves.

Pour les GAM, la vraie question est de savoir si l'Etat doit contribuer au financement de toutes les organisations qui participent à l'animation de la vie publique ou si chaque organisation doit trouver seule ses ressources ? Le caractère autogestionnaire du mouvement des GAM interdit au Collectif National de se substituer aux groupes de base pour donner, dans l'immédiat, une réponse à cette question.

En tout état de cause, la proposition de financement des grands partis, seules, constitue aux yeux des GAM une nouvelle atteinte au droit d'expression et à l'existence même des petites organisations.

Le Collectif National des Groupes d'Action Municipale. ■

LE SYROS - OFFRE MENSUELLE LIBRAIRIE SYROS - OFFRE MENSUELLE L

Chaque mois la librairie Syros fera une offre exceptionnelle d'ouvrages conseillés avec 20 % de réduction pour une commande de plus de 150 F frais de port en sus.

Ce mois-ci :

	Nbre d'ex.
— Croissance et crise de A. Granou, Y. Baron, B. Billaudot	20,00 F
— Les porteurs de valise ou la résistance française à la guerre d'Algérie, de H. Hamon, D. Rotman	59,00 F
— Mon pays, ma prison, une femme de Palestine de R. Hawa-Tawil	43,00 F
— L'alternative, de R. Bahro	60,00 F
— Juifs et Français, de A. Harris et A. de Sedouy	59,00 F
— Pré-papa ou roman de fées, de A. Gomez-Argos	45,00 F
— La harpe et l'ombre, de A. Carpentier	42,00 F
— Les ruskoffs, de Cavanna	59,00 F
Total	
+ frais de port : 3,50 F par ex. C.C.P. : 19 706 28 PARIS	

NOM, prénom

Adresse

Code postal

LIBRAIRIE SYROS - COMMANDEZ VOS LIVRES A LA LIBRAIRIE SYROS - CO

AGRICULTURE, FAMINE, ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES INTERNATIONAUX, PILLAGE DU TIERS MONDE

A la suite de la réunion du 18 septembre, il a été décidé de former un groupe de travail qui se chargera :

— d'élaborer un document de synthèse (1^{er} réunion mardi 2 octobre, rue Borromée) ;

— d'organiser quatre réunions sur des points à approfondir et qui pour l'instant sont programmées comme suit (sous réserve de modification) :

● « Les technologies appropriées », jeudi 15 novembre à 19 h ;

● « Quelles actions contre la Faim », jeudi 13 décembre à 19 h ;

● « Le Tiers-Monde exploité ? », vers la fin de l'année ;

● « L'arme alimentaire », jeudi 17 janvier à 19 h.

Si vous désirez de plus amples renseignements, nous vous rappelons qu'il y a une permanence d'assurance tous les jeudis au secrétariat de la C.N.A., 9 rue Borromée, 75015 Paris.

CONFERENCE NATIONALE ENTREPRISE COMMUNICATION-CONVOCAION

La Conférence Nationale Entreprise se tiendra à Nancy, les 27 et 28 octobre (dernier week-end d'octobre).

Vous trouverez l'ordre du jour de cette C.N.E. dans T.S. Hebdo du 13 septembre (n° 833) en première page.

Nous attirons votre attention sur l'importance de cette Conférence Nationale, et sur sa préparation, qui devrait pouvoir se faire, activement, dans chaque région, dans chaque fédération, voire dans chaque section (entreprise en particulier).

Le Parti souhaite que chaque fédération et régions industrielles soient représentées à Nancy.

Il est demandé aux groupes, sections, fédérations, de préparer des contributions, en rapport avec les thèmes de la Conférence, ainsi que sur l'activité du secteur entreprise.

Ces contributions doivent être envoyées, dès que possible, au Secrétariat, pour être incluses dans le dossier qui sera envoyé à chaque inscrit.

Pour qu'une préparation matérielle correcte puisse se faire, le secrétariat de la C.N.E. demande, instamment, à chaque intéressé de signaler le plus rapidement possible au secrétariat de la C.N.E., le nombre de participants à la Conférence Nationale de Nancy.

Le numéro 35 de « Critique socialiste », consacré à l'expérimentation sociale en question, vient de paraître.

« L'ETAT ET LES LIBERTES »

● Samedi 27 et Dimanche 28 octobre : Un colloque organisé par le P.S.U. et « Critique Socialiste » se tiendra les 27 et 28 octobre, au Centre International Protestant, 8, rue du Parc Montsouris, 75014 Paris. Projets de débats : dégradation de l'état de droit dans les démocraties occidentales, extension des pouvoirs de l'Etat, l'espace judiciaire européen, les pays du « socialisme réellement existant », le Tiers-Monde et l'Islam, le droit à la différence, les nouvelles luttes...

FETE DE MAUBEUGE

● 13 octobre (Maubeuge) : à l'initiative du P.S.U. de Maubeuge se déroulera le samedi 13 octobre de 14 h à 24 h à Ferrière la Grande (quelques km de Maubeuge) une fête des libertés. Participation de différentes associations régionales, débats, films, animation pour enfants, musique, buffet campagnard, etc.

CONFERENCES REGIONALES DES ELUS AUTOGESTIONNAIRES

● 13 octobre (La Roche-sur-Yon) : en vue de la préparation du Conseil National du parti, tous les militants et militantes du P.S.U., tous les élus et sympathisants sont invités à se retrouver le 13 octobre à partir de 9 heures du matin au Château de Plessis à la Roche sur Yon. Pour tous renseignements : Chauveau Noël, 65 avenue du Bocage, 85000 La Roche sur Yon.

● 14 octobre (Reims) : L'assemblée générale des élus locaux du P.S.U. aura lieu le dimanche 14 octobre de 10 heures à 17 heures à Reims, salle municipale rue Goulin. Tous les militants et élus du Nord-Est sont invités. Renseignements au secrétariat des élus P.S.U. de Reims, téléphone (26) 40-54-53, poste 276.

RANDONNEE SAUVAGE

● Du 31 octobre au 4 novembre : une randonnée pédestre guidée de 5 jours sur le Causse du Larzac est ouverte à tous (jeunes et moins jeunes) au prix de 620 francs. Pour tous renseignements et inscription contacter Alain Nicolle, guide de haute montagne, 34380 Viols-le-Fort, téléphone (67) 55-03-67.

● 15 novembre : Agriculture, famine.

RECITAL GERARD DELAHAYE

● 17 novembre : le Breton G. Delahaye donnera un psectacle à la salle des fêtes d'Anisy-le-Château (Aisne) avec en première partie Loïc Verdier. Entrée 20 F.

NUCLEAIRE

● 5 octobre : un meeting-débat anti-nucléaire organisé par les Amis de la Terre, C.S.C.V., U.D.B., C.F.D.T., P.S.U. et U.T.C.L. se déroulera à la salle de la Cité à Rennes à 20 heures 30. Participeront Brice Lalonde, J. Demaure, des militants du Pellerin, Plogoff et un syndicaliste de La Hague (CFDT).

MARCHE DES FEMMES

● 6 octobre : pour faire aboutir les revendications des femmes sur la liberté de l'avortement et sa totale dépenalisation, le P.S.U. appelle à un vaste rassemblement à Paris ; le départ aura lieu à Denfert à 14 heures.

CHOMAGE ET TIERS-MONDE

● 9 octobre : le Centre Rennais d'Information pour le Développement et la Libération des Peuples animera une discussion sur le thème de la concurrence industrielle entre pays développés et pays sous-développés. Les débats ouverts à tous se dérouleront à la Maison du Champs de Mars, 6 cours des Alliés à Rennes à partir de 20 h 30.

FORMATION ET ENSEIGNEMENT AGRICOLE

● 11 octobre : une conférence de presse se tiendra à 15 h sous la présidence du Ministre de l'Agriculture, au 78 rue de Varenne (Paris 17^e).

FETE DU P.S.U.

● 13 octobre : fête de Maubeuge.

● 13 octobre : conférence des élus autogestionnaires.

● 13 et 14 octobre : la fête du P.S.U.-Bretagne aura lieu aux Lices à Rennes.

— Samedi : intervention d'Huguette Bouchardeau (secrétaire national) et à 21 h « Tri Yann », puis Fest-Noz avec « la Chopine » et des sonneurs ;

— dimanche après-midi : G. Delahaye, « Cisum Experience » et le groupe rock « 12²⁵ ».

Vente de bons de soutien à 20 francs pour les 2 jours à Rennes (librairies « Breizh », « le Monde en Marche », « Rennes Musique », M.J.C. Paillette) jusqu'au 12 octobre.

AVORTEMENT

● 20 octobre : le Mouvement Français pour le Planning familial organisera à 16 heures à la Mutualité une journée sur l'avortement (Paris, métro Maubert).

NUCLEAIRE

● 20 octobre : la Fédération de l'Essonne du P.S.U. invite à une assemblée générale des « grévistes du zèle » qui se tiendra au centre com-

mercal de Courdimanche aux Ulis (91400) à 14 h 30 ; y seront dressés le bilan et les perspectives d'une action anti-nucléaire d'un type nouveau.

● 27-28 octobre : Entreprise-Communication.

● 27-28 octobre : l'Etat et les Libertés.

AVORTEMENT

● Un groupe de militantes du Centre d'Orthogénie tente une réflexion sur les problèmes que pose l'avortement. Pour tous renseignements téléphoner après 19 h à Nicole Zeller 920-55-31 ou à Evelyne Mespoulhes 920-30-50.

SEMAINE ACTION SANTE

● Du 1^{er} au 6 octobre : les confédérations C.F.D.T. et C.G.T. appellent l'ensemble de leurs organisations à informer et à mobiliser les usagers des graves dangers que font peser les décisions gouvernementales du 25 juillet dernier sur l'accès et la qualité des soins.

RENOI DES LIVRETS MILITAIRES

● 4 octobre : Joël Honguer, Robert Fourmond et Gérard Gruau sont convoqués devant la Cour d'Appel de Rouen pour avoir renvoyé leur livret militaire. Le Collectif Désobéissance Civile organise une marche de soutien : départ à 12 heures à l'U.C.J.G. Pour un soutien financier adresser vos chèques à Jacques Savoye, CCP 2675 43 L à Rouen.

MEETING AVEC HUGUETTE BOUCHARDEAU

salle des fêtes de Saint-Ouen-L'Aumône sur l'emploi, le nucléaire, les femmes

CONFERENCE ELUS REGION PARISIENNE

28 octobre, centre administratif mairie de Sartrouville rue Buffon 78 - Sartrouville. Annoncée par erreur le 13 octobre à Massy. Une lettre sera envoyée à tous les élus.

Ordre du jour de la Journée Nationale du secteur le 7 octobre.

— Ouverture : 9 h 30 ; fermeture : 17 heures.

— Suite de l'action sur la loi (initiative femmes et unitaires).

— Suite du stage d'été.

— Le travail du secteur en liaison avec la Commission Nationale Entreprise.

— Décentralisation des week-end nationaux, organisation de week-end régionaux.

L'immédiat après la marche

Rendez-vous dès 19 heures rue Borromée pour buffet campagnard mixte. Les copains de la fédé de Paris feront les courses. On espère de la musique...

EDITIONS SYROS

« Accueillir la petite enfance ». « Le livre ne se contente pas d'un constat de carence. Il propose des exemples d'une « autre démarche » inspirée par les apports du mouvement de mai 1968 et de la réflexion internationale sur la petite enfance. »

LE MONDE DE L'EDUCATION

« Il veut donner aux enfants la possibilité

de s'épanouir, d'avoir des expériences plus riches, et favoriser aussi l'évolution des éducateurs. »

PARENTS

« Ce livre est à la fois un outil pour l'information et l'action. »

SYNDICALISME UNIVERSITAIRE

Prix 39 F.

BROCANTE NATIONALE

Vous connaissez la date : 21 octobre 1979.

Voici maintenant le lieu : patronage laïque du 15^e, 72, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.

— Pour les militants et sympathisants qui n'auraient pas encore commencé le ramassage, il est encore temps de se mettre au travail.

— N'oubliez pas qu'il vaut mieux des objets petits et nombreux que grands et « intransportables ».

— Nous ramasserons

ou vous nous enverrez les fruits de votre récolte dans la semaine du 8 au 12 octobre.

— Vos responsables fédéraux ont les directives nécessaires au bon déroulement des opérations.

Vite au travail !

Et récoltez : des montres, des cartes postales, des vieilles fringues, des livres, des timbres poste, des suspensions (électriques), des vieilles affiches, de vieux journaux, etc.

OFFRES D'EMPLOIS SYROS

● CONDUCTEUR OFFSET qualifié, disponible rapidement. 734-79-11

● Représentant édition, Paris, région parisienne, connaissance distribution du livre souhaitée.

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE PROGRAMME 1979-1980 Cinquième année

Le Centre Populaire de Formation Socialiste reprend ses activités. Ouvert aux travailleurs, aux étudiants, aux intellectuels, aux militants syndicalistes et politiques, il se propose de poursuivre la formation et les débats qu'il a engagé il y a quatre ans sur les principaux thèmes de la réflexion marxiste autogestionnaire d'aujourd'hui. Deux cycles sont proposés cette année. Les séances auront lieu le mardi, de 20 heures à 22 heures (au F.I.A.P., rue Cabanis, Paris 13^e).

— Premier cycle : crises des sociétés de l'Ouest et de l'Est.

● Mardi 6 novembre : crise des structures (par M. Mousel).

● Mardi 13 novembre : crise des valeurs (par Henri Le-fevre).

● Mardi 20 novembre : crise de la social-démocratie.

● Mardi 27 novembre : crise du mouvement communiste.

● Mardi 4 décembre : le bilan du stalinisme.

● Mardi 11 décembre : la faillite de l'internationalisme prolétarien.

● Mardi 18 décembre : les tentatives de l'euro-communisme.

— Deuxième cycle : la perspective autogestionnaire.

● Mardi 8 janvier : fondements de l'idée d'autogestion.

● Mardi 15 janvier : autogestion et expérimentation sociale.

● Mardi 22 janvier : autogestion et mouvements sociaux.

● Mardi 29 janvier : autogestion et planification.

● Mardi 5 février : autogestion et démocratie.

● Mardi 12 février : autogestion et socialisme.

Les noms des animateurs des séances, suivant celle du 13 novembre, seront publiés très prochainement.

Inscrivez-vous en renvoyant le bulletin ci-dessous à : Centre Populaire de Formation Socialiste, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

NOM :
 Prénom :
 Adresse :
 S'inscrit au premier cycle
 au deuxième cycle
 aux deux cycles
 Règlement joint : 1 cycle : 60 F
 2 cycles : 100 F
 Chèque bancaire
 C.C.P.
 A l'ordre de C.P.F.S., C.C.P. 15 307 - 39 C Paris.

tribune hebdo socialiste

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg

Secrétariat : Marie Relandeau

Maquette et collaboration technique : Régis Cognranne

Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Directeur de la publication : Victor Leduc

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Composition, photogravure, impression :

S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois

et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

XX^e ANNIVERSAIRE DU P.S.U.

La commission XX^e anniversaire attend toutes vos idées et initiatives. Dans le cadre de la préparation nous recherchons tout ce qui peut contribuer à un dossier historique. Bien sûr tout matériel prêté sera restitué à son propriétaire.

- photos (noir-blanc, couleur)
- diapositives
- interviews
- affiches
- tracts
- anecdotes ou histoires...

Nous attendons de vos nouvelles, pour tout contact : Gilles Marsauche, Commission 20^e Anniversaire, 9 rue Borromée, 75015 Paris.